



ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS

14 | L'ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS POUR MINEURS

14.1 LES PARQUETS - MINEURS

En 2016, les parquets ont traité 182 300 affaires pénales impliquant au moins un mineur. Ces affaires concernaient 240 000 mineurs. Pour 22 % d'entre elles, l'examen de l'affaire a montré qu'elle ne pouvait donner lieu à une poursuite, soit parce que l'infraction était mal caractérisée ou qu'un motif juridique s'opposait à la poursuite (32 300 affaires), soit que le mineur était mis hors de cause (6 300), soit, dans un petit nombre de cas, après un non-lieu à assistance éducative (700). Ainsi, 78 % des affaires traitées ont été susceptibles de recevoir une réponse pénale, soit 143 100 affaires.

Parmi ces affaires poursuivables, 10 700, soit 7 %, ont été classées sans suite pour inopportunité des poursuites. Le taux de réponse pénale pour les mineurs s'élève à 92,5 % en 2016, un niveau en recul depuis son maximum de 94,0 % en 2013.

En 2016, 80 800 affaires ont été classées après la réussite d'une mesure alternative aux poursuites, soit 57 % des affaires poursuivables. Six fois sur dix, il s'agit d'un rappel à la loi. De plus, 2 600 affaires ont été classées après une composition pénale, soit 2 %. Enfin, 49 000 affaires ont été poursuivies, soit 34 %, dont 1 600 devant le juge d'instruction.

Après avoir diminué de 4,0 % entre 2012 et 2015, le nombre d'affaires traitées par les parquets mineurs a fortement progressé en 2016 (+ 8,6 %), entraînant une hausse équivalente (+ 8,7 %) des affaires poursuivables. Cette hausse d'activité a pesé sur le taux de réponse pénale, bien que le nombre d'affaires ayant fait l'objet d'une réponse pénale a, lui aussi, fortement progressé (+ 7,9 %).

Les mesures alternatives aux poursuites et compositions pénales ont permis de traiter un plus grand nombre d'affaires (respectivement + 11,9 % et + 16,1 %). L'utilisation accrue de ces alternatives dans un contexte de forte hausse d'activité a réduit la part des poursuites dans la réponse pénale, qui a chuté à 37,0 %, alors qu'elle s'était élevée à 39,3 % en 2015. Pour autant, le nombre d'affaires poursuivies est en hausse de 1,6 % en 2016. Sur longue période, la structure de la réponse pénale entre mesures alternatives aux poursuites, composition pénale et poursuites apparaît néanmoins stabilisée depuis 2012, après une forte progression des mesures alternatives dans les années 2000.

En 2016, le délai entre la date des faits et le traitement par les parquets mineurs est de 10,6 mois en moyenne, mais il est inférieur à 6,2 mois pour la moitié des mineurs. Toutefois, la procédure judiciaire ne s'enclenche pas toujours immédiatement après les faits. Le délai entre l'arrivée de l'affaire au parquet et son traitement est de 6,6 mois en moyenne et de moins de 2,6 mois pour la moitié des mineurs. En cas de mesure alternative, le délai moyen est de 7,1 mois de la saisine au classement. Il monte à 15,9 mois en moyenne pour les compositions pénales. Ce délai s'explique par le temps de mise en œuvre et de validation de la mesure (notamment en cas de réparation ou de stage). Pour les mineurs poursuivis, le délai moyen est de 2,5 mois entre l'arrivée de l'affaire au parquet et le déclenchement des poursuites, il est nul pour plus de la moitié d'entre eux, du fait de traitements en temps réel.

Définitions et méthodes

Les juridictions qui peuvent être saisies par une mise en mouvement de l'action publique (poursuite) contre un mineur sont, selon les cas, le juge d'instruction, le juge des enfants, le tribunal pour enfants et le tribunal correctionnel des mineurs (cf. glossaire).

Cf. glossaire pour les termes suivants :

- affaires traitées
- affaires non poursuivables
- affaires poursuivables
- réponse pénale
- classement sans suite pour inopportunité de la poursuite
- alternative à la poursuite
- composition pénale
- modes de poursuite contre un mineur.

Champ : France métropolitaine et DOM, affaires pénales.

Source : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / SID Statistiques pénales

Pour en savoir plus : « Justice des mineurs : les mesures alternatives renforcent la réponse pénale et les peines, dont la prison ferme, ne font pas exception », *Infostat Justice* 147, janvier 2017.
« Une justice pénale des mineurs adaptée à une délinquance particulière », *Infostat Justice* 133, février 2015.

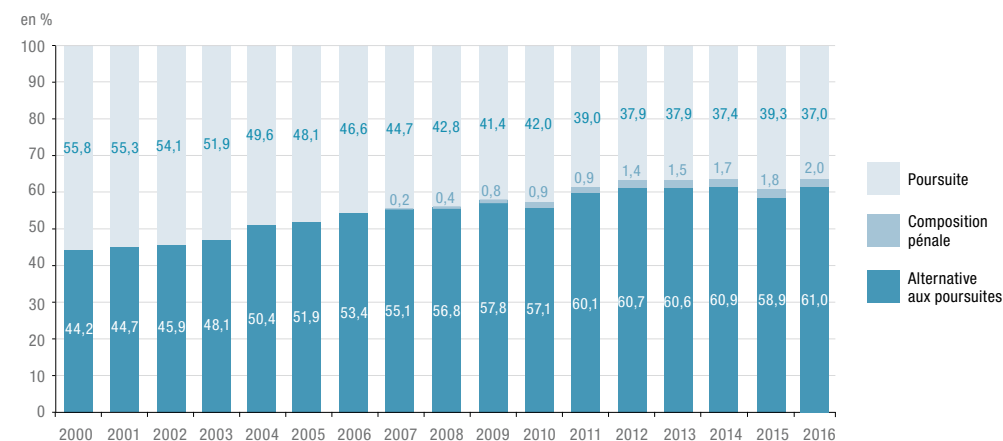
1. Les orientations des affaires par les parquets

unité : affaire

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Affaires de mineurs traitées | 174 878 | 171 314 | 170 762 | 167 804 | 182 315 |
| Affaires non poursuivables | 33 512 | 33 705 | 34 216 | 36 208 | 39 227 |
| <i>Mineur mis hors de cause</i> | <i>6 051</i> | <i>5 875</i> | <i>6 140</i> | <i>5 779</i> | <i>6 261</i> |
| <i>Absence d'infraction, charges insuffisantes, motif juridique</i> | <i>26 588</i> | <i>27 060</i> | <i>27 439</i> | <i>29 697</i> | <i>32 251</i> |
| <i>Non-lieu à assistance éducative</i> | <i>873</i> | <i>770</i> | <i>637</i> | <i>732</i> | <i>715</i> |
| Affaires poursuivables | 141 366 | 137 609 | 136 546 | 131 596 | 143 088 |
| Classement sans suite pour inopportunité des poursuites | 8 743 | 8 227 | 8 720 | 8 946 | 10 728 |
| Réponse pénale | 132 623 | 129 382 | 127 826 | 122 650 | 132 360 |
| <i>Taux de réponse pénale</i> | <i>93,8</i> | <i>94,0</i> | <i>93,6</i> | <i>93,2</i> | <i>92,5</i> |
| Alternatives aux poursuites réussies | 80 482 | 78 357 | 77 856 | 72 193 | 80 775 |
| <i>dont rappels à la loi</i> | <i>52 153</i> | <i>49 837</i> | <i>48 880</i> | <i>43 878</i> | <i>49 866</i> |
| Compositions pénales réussies | 1 857 | 2 000 | 2 216 | 2 250 | 2 613 |
| Poursuites | 50 284 | 49 025 | 47 754 | 48 207 | 48 972 |
| <i>Par transmission au juge d'instruction</i> | <i>1 933</i> | <i>1 833</i> | <i>1 609</i> | <i>1 536</i> | <i>1 559</i> |
| <i>Par transmission à une juridiction mineurs</i> | <i>48 351</i> | <i>47 192</i> | <i>46 145</i> | <i>46 671</i> | <i>47 413</i> |

2. La structure de la réponse pénale apportée aux mineurs

unité : affaire



3. Délais de traitement par les parquets des affaires impliquant des mineurs selon le type d'orientation en 2016

unité : mois

| | Effectif | Délais depuis | | | |
|---|----------------|-------------------|------------|-----------------------------------|----------------|
| | | la date des faits | | l'arrivée de l'affaire au parquet | |
| | | Moyenne | Médiane | Moyenne | Médiane |
| Mineurs impliqués dans les affaires traitées | 239 977 | 10,6 | 6,2 | 6,6 | 2,6 |
| Mineurs non poursuivables | 52 916 | 14,6 | 8,2 | 8,6 | 3,3 |
| Mineurs poursuivables | 187 061 | 9,5 | 5,6 | 6,0 | 2,4 |
| Classement sans suite pour inopportunité des poursuites | 13 951 | 15,6 | 10,5 | 10,7 | 5,9 |
| Classement après réussite d'une mesure alternative aux poursuites | 106 052 | 10,6 | 7,3 | 7,1 | 4,1 |
| Compositions pénales | 3 285 | 21,5 | 17,0 | 15,9 | 13,2 |
| Poursuites | 63 773 | 5,7 | 1,1 | 2,5 | <0,1 |
| Par transmission au juge d'instruction | 2 613 | 14,1 | 1,7 | 3,8 | 0,1 |
| Par transmission à une juridiction pour mineurs | 61 160 | 5,3 | 1,1 | 2,5 | <0,1 |

14.2 LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT POUR MINEURS

En 2016, les juges des enfants et tribunaux pour enfants ont été saisis de 111 200 affaires nouvelles, dont 49 500 affaires au titre de l'enfance délinquante et 61 700 affaires au titre de l'enfance en danger. Ces affaires ont concerné 155 900 mineurs, dont 41 % (63 300) au titre de la délinquance et 59 % (92 600) au titre de l'enfance en danger.

Plus de la moitié des mineurs délinquants (57 %) ont 16 ou 17 ans, 40 % ont entre 13 et 15 ans et 3 % ont moins de 13 ans. Les filles sont peu nombreuses parmi eux (8 %). Concernant les mineurs en danger, la majorité a moins de 13 ans : 31 % ont moins de 7 ans et 30 % entre 7 et 12 ans, tandis que 23 % ont entre 13 et 15 ans et 16 % ont 16 ou 17 ans. Les filles sont moins nombreuses que les garçons (42 %).

Au titre de l'enfance délinquante, les juridictions pour mineurs ont été saisies de 63 300 mineurs délinquants durant l'année 2016. Cet effectif, en baisse depuis 2006, rebondit légèrement en 2016 (+ 1,5 %). Les convocations par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de mise en examen ont représenté 62 % des saisines en 2016. Ce mode de saisine accélérée du juge des enfants, qui laisse le juge des enfants choisir la date de convocation du jeune, semble préféré à la requête pénale. L'usage de cette dernière (31 % des saisines en 2016) semble néanmoins s'être stabilisé depuis 2014, après plusieurs années de baisse (elle représentait 40 % des saisines en 2005).

En 2016, 55 900 mineurs ont été jugés, soit en audience de tribunal pour enfants (57 %), soit en audience de cabinet (42 %), soit, pour une petite part (1 %), au tribunal correctionnel pour mineurs.

Au pénal, en 2016, le délai moyen entre la saisine du juge des enfants ou du tribunal pour enfants et le jugement est de 15,3 mois. Il comprend le temps nécessaire aux investigations, sinon sur les faits, au moins sur la personnalité du mineur et son environnement social et familial. Si les perspectives d'évolution du mineur le justifient, il inclut également le temps de mettre en œuvre des mesures éducatives présentencielles. Le délai est un peu plus court quand le jugement a lieu en audience de cabinet (13,5 mois) que lorsqu'il est renvoyé devant le tribunal pour enfants ou le tribunal correctionnel pour mineurs (16,6 mois).

Au titre de l'enfance en danger, les juges des enfants ont été saisis de 92 600 mineurs en 2016. Ce chiffre est en hausse de 3,7 % par rapport à 2015. 85 % des mineurs en danger ont été orientés par les parquets. De plus, les juges des enfants ont été saisis de près de 200 jeunes de moins de 21 ans au titre de la protection des jeunes majeurs, ce public étant plutôt pris en charge administrativement par les conseils départementaux.

Dans sa mission de protection de l'enfance, le juge des enfants prononce des mesures éducatives, dont il assure le suivi (cf. fiches 10.3 et 10.4 pour le pénal et 11.1 pour le civil).

Au civil, le délai entre la saisine du juge des enfants et la première décision au fond est de 4,0 mois en moyenne.

Les nouvelles mesures d'aide à la gestion du budget familial sont de moins en moins nombreuses (- 0,6 % en 2016 par rapport à 2015, - 2,1 % depuis 2012), avec une baisse encore plus forte du nombre des mineurs concernés (-2,3 % en 2016, -5,9 % depuis 2012). De ce fait, le nombre de mesures en cours au 31 décembre 2016 est à la baisse, avec 14 300 familles en 2016 (- 1,7 %) comprenant 39 400 mineurs (- 3,8 %).

Définitions et méthodes

Modes de saisine des juridictions pour mineurs : cf. glossaire

I. Les jugements et ordonnances rendus par les juridictions pour mineurs

1. Les jugements en matière pénale

En matière pénale, le juge des enfants, le tribunal pour enfants et le tribunal correctionnel pour mineurs rendent des décisions appelées jugements dans lesquelles ces juridictions statuent sur la culpabilité du mineur poursuivi et, si celui-ci est reconnu coupable, prononcent, selon les cas, des mesures ou des sanctions éducatives ou des peines.

2. Les ordonnances et jugements en matière d'assistance éducative

Au cours de la procédure d'assistance éducative, le juge des enfants peut prendre par ordonnance des mesures d'investigation ou d'assistance éducative provisoires. À l'issue de la procédure, le juge des enfants rend, selon les cas, un jugement prononçant une mesure d'assistance éducative ou un jugement disant n'y avoir lieu à assistance éducative.

II. Les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial

Lorsque les prestations familiales ne sont pas employées pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants et que l'accompagnement des services sociaux n'est pas suffisant, le juge des enfants peut ordonner qu'elles soient, en tout ou partie, versées à un « délégué aux prestations familiales ». Ce délégué prend toutes décisions, en s'efforçant de répondre aux besoins des enfants et exerce auprès de la famille une action éducative visant à rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations.

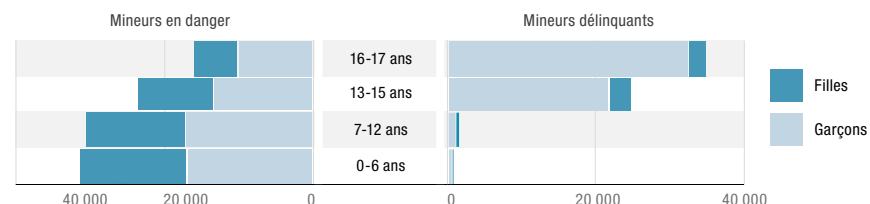
Champ : France métropolitaine et DOM, affaires civiles et pénales.

Source : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / SID Statistiques pénales, tableaux de bord des juridictions pour mineurs.

Pour en savoir plus : « Justice des mineurs : les mesures alternatives renforcent la réponse pénale et les peines, dont la prison ferme, ne font pas exception », *Infostat Justice* 147, janvier 2017.
« Une justice pénale des mineurs adaptée à une délinquance particulière », *Infostat Justice* 133, février 2015.

1. Mineurs dont les juridictions pour mineurs ont été saisies en 2016, selon le sexe et l'âge

unité : mineur



2. Modes de saisine des juridictions pour mineurs

unité : mineur

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total | 147 967 | 147 658 | 148 704 | 151 699 | 155 924 |
| Mineurs délinquants | 66 039 | 64 809 | 62 799 | 62 368 | 63 281 |
| Renvoi du juge d'instruction | 2 340 | 2 512 | 2 448 | 2 098 | 1 872 |
| Requête pénale | 22 058 | 20 326 | 19 431 | 18 412 | 19 545 |
| COPJ aux fins de mise en examen | 38 646 | 38 766 | 37 585 | 39 063 | 39 008 |
| Comparution à délai rapproché | 640 | 1 766 | 1 960 | 1 649 | 1 783 |
| COPJ aux fins de jugement ⁽¹⁾ | 1 594 | 881 | 916 | 728 | 745 |
| Présentation immédiate ⁽¹⁾ | 761 | 558 | 459 | 418 | 328 |
| Mineurs en danger | 81 928 | 82 849 | 85 905 | 89 331 | 92 643 |
| Saisine par le parquet | 68 961 | 70 052 | 72 540 | 75 692 | 78 454 |
| Saisine d'office | 4 349 | 4 168 | 4 141 | 3 929 | 3 986 |
| Saisine par la famille, le mineur, le gardien | 8 618 | 8 629 | 9 224 | 9 710 | 10 203 |
| Part des mineurs en danger (en %) | 55 | 56 | 58 | 59 | 59 |

⁽¹⁾ La loi du 10 août 2011 a significativement modifié la procédure de COPJ aux fins de jugement, ainsi que les conditions d'application de la présentation immédiate.

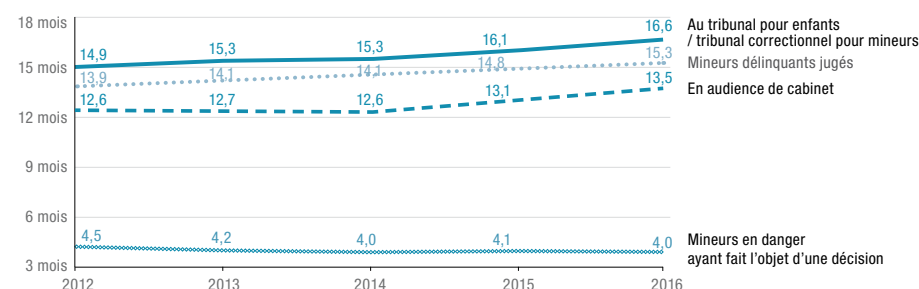
3. Jugements et ordonnances rendus par les juridictions pour mineurs

unité : mineur

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total | 450 779 | 454 065 | 459 159 | 462 717 | 470 589 |
| Mineurs délinquants jugés | 54 536 | 56 757 | 54 104 | 52 848 | 55 919 |
| En audience de cabinet | 22 695 | 25 027 | 23 634 | 22 532 | 23 696 |
| Au tribunal pour enfants | 31 476 | 31 246 | 29 964 | 29 929 | 31 850 |
| Au tribunal correctionnel pour mineurs | 365 | 484 | 506 | 387 | 373 |
| Mineurs en danger ayant fait l'objet d'une décision | 396 243 | 397 308 | 405 055 | 409 869 | 414 670 |
| Ayant fait l'objet d'un jugement | 292 375 | 293 542 | 299 356 | 304 216 | 309 735 |
| Ayant fait l'objet d'une ordonnance | 103 868 | 103 766 | 105 699 | 105 653 | 104 935 |

4. Délais moyens entre la saisine du juge des enfants et la décision au fond

unité : mois



Note : On mesure ici le délai entre la première saisine du juge des enfants ou du juge d'instruction et le premier jugement.

5. Les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial

unité : famille/mineur

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| Mesures nouvelles et renouvelées | | | | | |
| Familles | 15 994 | 15 821 | 16 083 | 15 660 | 15 570 |
| Mineurs appartenant à ces familles | 46 060 | 44 627 | 44 440 | 43 330 | 42 352 |
| Mesures en cours au 31/12 | | | | | |
| Familles | 14 950 | 14 741 | 14 618 | 14 534 | 14 280 |
| Mineurs appartenant à ces familles | 43 874 | 42 476 | 41 363 | 40 993 | 39 440 |